



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 321 du 11 février 2024

Au sommaire :

- **La Macronie poursuit sa décomposition, le réarmement réactionnaire au service des profits porte l'extrême-droite. L'avenir est entre les mains du monde du travail** - *Isabelle Ufferte*
- **L'horreur sans fin de la guerre sans limite d'Israël et des grandes puissances occidentales** - *Yvan Lemaitre*

La Macronie poursuit sa décomposition, le réarmement réactionnaire au service des profits porte l'extrême-droite L'avenir est entre les mains du monde du travail

Un mois à peine et le gouvernement Attal nommé par petit bouts est déjà largement discrédité alors qu'il fait face à une montée des colères. Les barrages des agriculteurs ont certes été levés après l'appel au calme des syndicats majoritaires suite aux reculs du gouvernement destinés à satisfaire l'agro-business, mais pour les petits producteurs pris à la gorge par les banques et les multinationales, dont les actions ciblaient les géants de la grande distribution et de l'agroalimentaire, rien n'est réglé. Et le mécontentement gagne dans le monde du travail avec nombre de luttes locales contre les licenciements, pour les salaires et, cette semaine, la poursuite des mobilisations dans l'Éducation nationale.

Oudéa Castéra, qui n'a pas ménagé son talent pour illustrer l'arriération et la suffisance des classes dominantes et de leur personnel, a finalement été remplacée à l'Éducation. La farce Bayrou balayée, c'est finalement Belloubet, l'ex-garde des sceaux aux avant-postes de la répression contre les Gilets jaunes, qui a en charge le réarmement de l'école et de la jeunesse. Celle qui déclarait au Sénat en mars 2019 « *avec à ce jour 2000 condamnations, dont 40 % à de la prison ferme, on ne peut pas dire que la justice est laxiste* », avait entre autres couvert la tentative de perquisition des locaux de Médiapart après les révélations qui ont conduit à l'affaire Benalla.

Un gouvernement expression de l'usure accélérée du personnel politique des classes dominantes, incapables de répondre à la décomposition de leur système autrement que par la mise au pas des travailleur-es, des classes populaires et de la jeunesse, un réarmement réactionnaire, économique et politique nécessaire au capital, qui ouvre la voie à l'extrême-droite.

Récession et profits records, prédation généralisée du capitalisme financiarisé

Alors que les projections du gouvernement tablaient sur une croissance économique en France de 1,4 % en 2024, l'Insee vient d'annoncer une quasi récession, + 0,2 % prévu au premier semestre. Conséquence pour les caisses de l'État, 10 milliards de rentrées en moins qui vont se traduire par une nouvelle réduction des dépenses publiques alors qu'Attal s'était déjà engagé à « *poursuivre et renforcer les revues de dépenses* » engagées par Borne, 12 milliards d'économies dont 6 pour la seule Sécurité sociale.

Le Maire et Attal accélèrent la remise en cause des indemnités chômage, du RSA, du SMIC, annoncent une « *réflexion* » sur la prise en charge des longues maladies. Ils prévoient des coupes claires dans les budgets sociaux, ceux des services publics de la santé ou de l'éducation... pour mieux « *soutenir* » le capital et alimenter la machine à profits alors que l'économie s'enfonce dans la crise, que les faillites et dépôts de bilans se multiplient, que le capital exige un rendement toujours plus grand.

TotalEnergies vient d'annoncer un nouveau record de son résultat net, 21,4 milliards de dollars et une hausse de 7,1 % des dividendes alors que la quasi-totalité des profits des années précédentes ont déjà été reversés aux actionnaires. Comme ses homologues BP, Chevron, Exxon Mobil qui ont publié des résultats records et versé des dividendes par milliards. Des résultats que les financiers ont pourtant jugés « *décevants* », délaissant les actions des pétroliers pour se porter à la Bourse sur celles des Gafam qui se sont envolées en 2023 : + 238,9 % pour Nvi-

dia, 194,1 % Meta, 101,7 % Tesla, 80,9 % Amazon, 58,8 % Alphabet, 56,8 % Microsoft, 48,2 % Apple...

La semaine dernière, *Les Echos* titrait « *Du jamais vu à Wall Street, la capitalisation de Meta bondit de 200 milliards de dollars en une journée* ». Le groupe, qui a licencié 21 000 salariés l'an dernier, a augmenté ses profits de 69 % et va verser 50 milliards aux actionnaires en rachat d'actions en plus des dividendes. De quoi susciter l'euphorie des Bourses qui, de Paris à Tokyo ou Wall Street, battent des records alors que les investissements sont à l'arrêt et que la récession menace l'économie mondiale.

Concentration toujours plus grande des richesses entre les mains d'une minorité parasite

L'enrichissement des classes possédantes repose exclusivement sur le parasitisme, l'intensification de l'exploitation tandis que l'emballage de la crise, la course à la rentabilité exacerbent la concurrence commerciale et économique et accélèrent la concentration du capital entre les mains d'une minorité richissime au prix de milliers de destructions d'emplois.

Dans la banque, Société générale a annoncé la suppression de 947 postes et... 2,5 milliards d'euros de profits en 2023, + 37 % en un an. La Banque de France va fermer 9 caisses régionales. Deutsche Bank supprime 3 500 postes, en plus des 18 000 disparus depuis 2019.

Google, Amazon, Microsoft, Ebay, Paypal... dans le secteur des nouvelles technologies, 25 000 salariés ont été licenciés en à peine plus d'un mois, et plus de 450 000 en deux ans ! Dans le commerce, la logistique, l'ameublement, le textile... les restructurations et les dépôts de bilans s'enchaînent, menaçant des dizaines milliers d'emplois. Chez Casino, les syndicats estiment à 5000 les emplois menacés entre le siège et les entrepôts et magasins non repris. Et pendant ce temps, l'inflation continue d'amputer les salaires et les revenus des classes populaires.

Chaque lutte porte la contestation du capitalisme

Malgré l'apathie des directions des centrales syndicales, les mobilisations se multiplient dans les entreprises, souvent isolées les unes des autres. L'ouverture des NAO (négociations annuelles obligatoires) sont l'occasion de nombreux débrayages et journées de grève, comme ces dernières semaines dans certains secteurs de la Poste, entre autres les PIC (plateformes industrielles courrier, anciens centres de tri). Il n'est pas rare que dans les zones industrielles, des piquets de grève se tiennent à quelques centaines de mètres de distance, l'un pour les salaires, l'autre contre des licenciements ou les conséquences des restructurations ou rachats d'entreprises, changement de sous-traitants ou contre des sanctions disciplinaires... Des liens se tissent parfois, à l'initiative de militant-es à la base soucieu-ses-x de faire le lien entre les conflits, de renforcer la conscience que par-delà les conditions de travail, les

secteurs, les patrons différents, les mêmes intérêts nous unissent. Ces liens sont à la fois modestes et précieux tant ils changent le regard des travailleurs en lutte sur eux-mêmes, redonnent de la fierté, font prendre conscience de la nature de l'affrontement en cours... et permettent parfois d'arracher de petites victoires.

Les mêmes processus sont à l'œuvre dans de nombreux secteurs, dans le travail social où des collectifs syndiqué-es-non syndiqué-es s'organisent de différentes manières dans plusieurs villes ; dans l'Education nationale où depuis une semaine, des équipes se sont remobilisées pour construire le mouvement à la base, réactivant des liens tissés au cours des mouvements précédents, certains depuis les Gilets jaunes, d'autres avant...

Contre le réarmement réactionnaire et l'extrême-droite, le rassemblement du monde du travail pour ses droits et changer la société

Cette profonde rupture d'une fraction des travailleurs et des classes populaires avec le pouvoir, la « caste » dirigeante, les institutions, ainsi qu'avec tout ce qui leur est lié dont les sommets des partis de gauche et des syndicats, ouvre la possibilité de prise en main de leurs affaires par les travailleurs eux-mêmes. Elle est porteuse de possibilités nouvelles pour les mobilisations et contre l'extrême-droite, qui profite du terrain laissé libre par les vieilles organisations du mouvement ouvrier pour dévoyer les colères sur le terrain du protectionnisme et du nationalisme, cultivant les préjugés xénophobes et racistes, et postule au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes contre la population.

Pour combattre ce danger mortel, les évolutions politiques en cours ont besoin de s'armer d'un programme, d'une orientation lucide sur les raisons de cette menace et les moyens de la vaincre. Les proclamations démocratiques ou antifascistes sont impuissantes. L'intersyndicale 75 appelle le 12 février à « *une journée de lutte contre le fascisme à l'occasion des 90 ans du 12 février 1934* », initiative soutenue par de nombreuses organisations dont le NPA de Philippe Poutou. « *Il est urgent de monter le ton et de faire de la lutte contre l'extrême-droite, ses organisations, ses idées, une priorité absolue pour toutes les organisations progressistes et attachées à l'égalité des droits et aux libertés fondamentales. L'année 2024 est également celle du 90^e anniversaire de la manifestation du 12 février 1934, riposte antifasciste ouvrière marquant le début de la dynamique populaire et militante qui conduira à la création du Front Populaire et dans laquelle le mouvement syndical joua un rôle majeur* » écrivent-ils.

La gauche faillie, le PS et le PC, ont fait du Front populaire un mythe. Il fut en réalité un échec, une trahison du monde du travail qui a laissé la voie ouverte à la guerre et au fascisme.

La mobilisation gigantesque du 12 février 1934 faisait suite aux émeutes à Paris des ligues fascistes armées qui,

le 6 février, avaient réussi à faire tomber le gouvernement radical Daladier et porté au pouvoir Doumergue, dont le ministre de la guerre était un certain Pétain. Hitler était au pouvoir depuis à peine un an.

Le 9 février, au cours d'une manifestation appelée par le PCF, six ouvriers furent tués dans les affrontements avec la police. Le 12, une grève générale massive de 24 heures appelée par la CGT paralysait le pays et des dizaines de milliers de travailleur·es envahissaient les rues, répondant aux appels séparés du PS et du PCF, faisant se rejoindre les cortèges aux cris de « *Unité, unité !* ». C'était le début d'une mobilisation massive des travailleurs, s'organisant et faisant l'unité à la base, qui allait s'amplifier dans les deux années suivantes, conduisant à la grève générale de mai-juin 36 et aux occupations d'usines qui suivirent malgré la victoire de la coalition électorale du Front populaire. Face aux travailleur·es qui s'organisaient eux-mêmes pour exiger leur dû, occupaient pour la première fois et prenaient possession des usines, le gouvernement Blum fraîchement élu n'eut alors de cesse de rétablir l'ordre et de faire respecter la propriété et la légalité bourgeoise...

Le 3 septembre 1939, trois ans après l'élection du Front populaire, la France entra en guerre. Le 10 juillet 1940, les députés élus en 1936 votaient les pleins pouvoirs à Pétain par 569 voix pour, seulement 80 contre et 17 abstentions.

En octobre 1934, dans un article intitulé « *Où va la France* », Trotski écrivait : « *Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de « contre-réformes » économiques et politiques. La politique de spoliation, d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. [...] La décadence des partis démocratiques est un phénomène universel dont les causes sont dans la décadence du capitalisme lui-même* ». « *[...] Si le prolétariat révolutionnaire ne s'empare pas du pouvoir, c'est le fascisme qui le prendra, inévitablement !* ».

Il ne s'agit pas de plaquer mécaniquement la situation des années 1930 sur celle d'aujourd'hui, de faire des

copier-coller et encore moins de répéter les slogans qui ont conduit à la défaite, mais les mécanismes de la lutte de classe obéissent aux mêmes logiques. Le chaos, l'instabilité du capitalisme mondialisé financiarisé, la mise en concurrence généralisée, les guerres, la paupérisation des travailleurs et de nombreux petits propriétaires, artisans, paysans, commerçants engendrent des colères auxquelles la gauche institutionnelle n'a à offrir que « *des phrases creuses* ». Nombre d'exploité·es ont rompu ou rompent avec les illusions institutionnelles, cherchent à agir, ne craignant pas la radicalité, l'affrontement avec une société qui les écrase. Les reniements, la faillite de la gauche portent une lourde responsabilité dans la montée des démagogues d'extrême-droite.

Cette progression suscite l'inquiétude au sein de la jeunesse, dans le monde du travail, dans le mouvement syndical et politique où beaucoup se demandent comment agir. Le mouvement ouvrier a à s'organiser et faire front pour se protéger physiquement et protéger ses initiatives, ses locaux contre les menées de ces groupes violents, c'est un fait, mais son combat est d'abord politique. Vaincre l'extrême-droite pose la question centrale du renversement du capitalisme, du contrôle des travailleur·es sur la société, de la réorganisation et de la planification de l'économie, de la socialisation des moyens de production, la question de la prise du pouvoir.

Les mécontentements, la révolte, les luttes ont besoin d'une compréhension claire des mécanismes de la lutte de classe pour s'organiser en toute indépendance des forces institutionnelles, qu'elles soient parlementaires ou syndicales, pour le pouvoir des travailleur·es. Ces débats traversent tous les collectifs de lutte, les syndicats, au cœur des mobilisations dans les entreprises, les quartiers, dans la jeunesse... Nous en sommes pleinement partie prenante pour œuvrer au rassemblement autour d'un programme de contestation révolutionnaire du capitalisme, pour le pouvoir de celles et ceux qui font vivre et tourner la société, les travailleur·es.

Isabelle Ufferte

L'horreur sans fin de la guerre sans limite d'Israël et des grandes puissances occidentales

Mercredi 7 février, Macron présidait un hommage aux 42 Français morts le jour de l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre, un hommage très politique marqué à la fois par l'étroitesse nationaliste, le mépris du peuple palestinien, l'alignement sur le sionisme au nom de l'imposture de la lutte contre l'antisémitisme et le soutien à la guerre génocidaire d'Israël. Tous les partis parlementaires étaient conviés à ce moment d'union nationale en soutien au sionisme, du PS à l'extrême-droite dorénavant intégrée et reconnue comme championne de la lutte contre l'antisémitisme. Seule la présence des représentants de LFI a été condamnée, insultée malgré leurs gestes

d'allégeance, convaincus qu'eux aussi « *ils incarnent la France* » selon les mots de Mélenchon. Cette France est celle des colonies et de l'impérialisme, de l'exploitation à laquelle nous opposons la solidarité internationaliste des travailleurs et des peuples contre tous les nationalismes et les racismes pour en finir avec la guerre.

Pendant ce temps, les bombardements et les combats s'intensifient à Gaza, alors que dans le Sud les villes de Khan Younés et de Rafah, à la frontière avec l'Égypte, où s'entassent dans des conditions désespérées plus de 1,3 million de personnes contraintes à se déplacer, sont pilonnées depuis des semaines. Le bilan des morts et

des blessés ne cesse de s'alourdir, « *ce carnage et cette boucherie* », selon les mots de Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières. Quelque 29 000 bombes ont été larguées sur la bande de Gaza.

Et ce même 7 février, Netanyahu a ordonné à l'armée israélienne de « *préparer* » une offensive sur Rafah, rejetant toute idée de trêve ou les propositions de cessez-le feu formulées par le Hamas qui, selon lui, ne feraient que « *mener à un autre massacre* ». Une façon de signifier à quel point il n'est pas dupe de l'agitation diplomatique entretenue par le chef de la diplomatie américaine, Blinken, venu une nouvelle fois en Israël et dans les États de la région pour discuter d'un accord de trêve. Netanyahu, avant son arrivée, a salué l'appui de ses « *amis américains* » dans la guerre, leur « *soutien en termes d'armements, soutien pour les institutions internationales, envoi de troupes dans la région...* ». Cynique, il traite avec le plus grand mépris cette mascarade diplomatique, conscient et certain que Blinken n'est en réalité là que pour superviser la guerre, donner le change tout en préparant une possible voire probable guerre contre l'Iran.

Écraser le peuple palestinien par le feu, la faim, la maladie...

Israël méprise et ignore tout autant les résolutions de l'ONU ou les conclusions de la Cour internationale de justice qui, suite à la plainte déposée par l'Afrique du Sud, a exigé de lui qu'il fasse tout pour éviter les actes de génocide et qu'il permette l'entrée immédiate de l'aide humanitaire à Gaza. Israël s'en moque et non seulement il intensifie la guerre mais il cherche à aggraver la détresse humanitaire des Palestiniens. Prenant prétexte de l'accusation lancée par lui-même de l'implication dans l'attaque du Hamas du 7 octobre de 12 personnes travaillant pour L'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), Israël a engagé des poursuites et veut empêcher les USA et les autres pays principaux bailleurs de fonds de financer l'organisation des Nations Unies indispensable à la survie de centaines de milliers de Palestiniens.

Les USA se sont empressés d'annoncer qu'ils réduiraient leur financement, suivis par plus d'une douzaine d'autres pays occidentaux.

Rien qu'à Gaza, l'UNRWA emploie 13 000 personnes qui géraient écoles et hôpitaux, aujourd'hui ce qu'il en reste, tout en fournissant de l'eau potable et de la nourriture. Elle est indispensable à la survie des 2 millions de Palestiniens déplacés alors que l'armée israélienne a détruit 79 200 maisons et en a endommagé 207 000 autres, faisant de la grande majorité de la population des sans-abris. Le système de santé a été dévasté, avec 309 soignants tués, 380 blessés. Quelque 235 établissements de santé, dont 26 hôpitaux et 63 cliniques, ont été détruits ou endommagés, ainsi que 146 ambulances.

La faim, l'absence d'eau potable et d'aide médicale engendrent de terribles souffrances et deviennent de véri-

tables armes de guerre dans la politique génocidaire d'Israël.

Les faux semblants des manœuvres diplomatiques pour aboutir à une trêve

Biden ne se prive pas de dénoncer la riposte d'Israël au lendemain du 7 octobre comme « *excessive* ». Ces déclarations répétitives sont à l'image des voyages de Blinken qui a fait de l'Arabie saoudite la première étape de sa cinquième tournée depuis le début de la guerre au Proche-Orient avant d'aller au Qatar, en Egypte, puis en Israël et en Cisjordanie occupée. Il prétend chaque fois venir pour développer l'aide humanitaire ou négocier une « *pause humanitaire qui permettrait une livraison accrue de l'aide humanitaire aux civils de Gaza* ». De faux-semblants diplomatiques destinés à dédouaner les USA et les puissances occidentales des pires crimes d'Israël.

Cette fois, il venait après qu'un projet de trêve temporaire a été mis au point fin janvier à Paris par des médiateurs qataris, américains et égyptiens. De son côté, le Hamas a fait une proposition qui prévoyait une trêve de six semaines avec la libération de 35 à 40 otages en échange de 200 à 300 détenus palestiniens. Proposition jugée inacceptable par Israël et que Netanyahu s'est empressé de qualifier d'absurde. Pour lui, seule compte « *la victoire totale* », c'est à dire l'anéantissement du peuple palestinien non seulement par la négation de ses droits élémentaires mais la destruction de ses possibilités matérielles même d'existence.

Certes, au lendemain de la visite de Blinken, le cabinet de Netanyahu a diffusé sur les réseaux sociaux un communiqué précisant : « *Il est clair qu'une opération massive à Rafah nécessite l'évacuation de la population civile des zones de combat. C'est pourquoi le premier ministre a demandé à Tsahal [...] de présenter au gouvernement un double plan, à la fois pour l'évacuation de la population et pour le démantèlement des bataillons (du Hamas)* ». Une évacuation vers où ? Un cynisme sans borne alors que l'offensive contre Rafah bombardée est engagée sans attendre...

Blinken supervise l'extension du conflit dans l'hypothèse d'une possible guerre contre l'Iran

En réalité, le voyage de Blinken vise à renforcer le soutien à Israël tout en travaillant à ne pas rompre les liens diplomatiques avec les puissances arabes en vue d'une éventuelle guerre contre l'Iran qui inévitablement étendrait le conflit à l'ensemble de la région.

Biden, le 2 février, après avoir assisté au retour des corps de trois soldats, tués le 28 janvier sur une base militaire américaine en Jordanie par des drones lancés par des milices armées par l'Iran, a donné son feu vert à la première phase des représailles américaines.

Près de 125 missiles ont été employés contre 85 cibles différentes sur sept sites (quatre en Syrie, trois en Irak) appartenant au corps des gardiens de la révolution isla-

mique (principale force armée iranienne) et à des milices pro-iraniennes. Des bombardiers B-1 ayant effectué un vol direct depuis les Etats-Unis ont participé à l'opération, en compagnie d'avions de chasse.

Dans le même temps qu'il déclenche le feu sur la Syrie et l'Irak, Biden continue le double jeu et les faux semblants : « *Les Etats-Unis ne veulent de conflit ni au Moyen-Orient ni ailleurs dans le monde. Mais que ceux qui veulent nous faire du mal le sachent bien : si vous touchez à un Américain, nous répondrons* ». Pour ajouter, les bombardements « *se poursuivront au moment et à l'endroit de notre choix* ».

Biden ne veut pas la guerre mais il la fait. Les USA exercent leur pression militaire contre les milices pro-iraniennes et contre les forces houthistes au Yémen, qui déstabilisent la circulation des navires commerciaux en mer Rouge, contre l'Iran aussi, cible des USA. Il s'agit d'affaiblir l'Iran et ses alliés sans, à ce stade, créer une situation qui provoquerait une extension incontrôlée du conflit.

Pour la paix, construire un ordre mondial fondé sur la solidarité et la coopération des peuples

Cette politique des USA et de leurs alliés dont la France n'est pas une nouveauté, elle s'inscrit dans leur rôle de gendarme du monde pour maintenir l'ordre nécessaire au bon déroulement des affaires commerciales et financières du capital. Avant même la guerre, environ 45 000 soldats américains étaient cantonnés dans cette région, au Koweït, à Bahreïn, au Qatar, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et quelques centaines à Oman. En Turquie aussi, en Irak, en Syrie, en Jordanie sans oublier leur rôle en Israël, au sein même du commandement de Tshal. Une présence qui n'a fait que se renforcer en particulier par le déploiement de deux flottes, avec ses porte-avions, ses frégates, ses sous-marins, ses marines. Il est évident que si les USA le voulaient, ils pourraient contraindre Israël au cessez-le feu tout simplement en arrêtant de lui fournir armes et munitions alors qu'à la demande d'Israël, ils ont organisé un véritable pont aérien et maritime pour fournir depuis le 7 octobre 25 000 tonnes d'armement transportées à bord de 280 avions et de 40 navires.

Seulement, même si les USA ne cherchent pas, pour le moment, à pousser l'Iran à une guerre ouverte que celui-ci veut encore moins et souhaitent garder le contrôle de l'évolution de la guerre, ils ont bien conscience que le développement même du conflit sans issue politique, de l'instabilité régionale et du monde, conduisent à de nouveaux affrontements. Ils les anticipent autant qu'ils le peuvent, et en tout cas se donnent les meilleurs atouts pour y faire face.

Il n'est pas besoin de leur expliquer que l'époque du stade suprême de l'impérialisme a laissé la place à un capitalisme mondialisé financiarisé dont ils ont été, au moment Thatcher-Reagan, la force motrice par la guerre et le dollar. Ils ont bien conscience des changements des rapports de force qui les obligent à une politique militariste offensive depuis la guerre d'Ukraine jusqu'à Taïwan et l'Asie en passant par le Moyen-Orient pour préserver leurs positions et celles de leurs alliés. Les dirigeants américains ont tous le même slogan *America great again*, ou *America come back* !

Ils savent très bien, Biden le premier, l'impopularité de cette politique aux USA-mêmes et dans le monde mais ils n'ont pas le choix du point de vue de la défense de leurs intérêts capitalistes. Le marché capitaliste, la concurrence, le prétendu libre-échange sont nécessairement combinés au militarisme et à la guerre. Le contenu de la mondialisation, c'est la mondialisation de la concurrence, du capital et du marché à un niveau jamais atteint qui a vu l'émergence de nouvelles puissances mondiales, régionales, locales. La mondialisation a entraîné tous les peuples dans cette folle sarabande mortelle sauf de rompre avec la logique du rapport de force qui régit les relations internationales, de lui déclarer la guerre de classe, sociale, politique, économique.

La tragédie sanglante du peuple palestinien donne à voir aux exploités et aux dominés du monde entier les atrocités auxquelles peuvent se livrer les classes dominantes quand elles considèrent que leurs intérêts sont menacés par la révolte ou l'existence même de celles et ceux auxquels elles imposent leur sinistre domination. Atrocités et aussi les mensonges, l'hypocrisie qui prétendent les justifier au nom d'une insupportable morale de classe qui nie jusqu'à l'humanité même de celles et ceux qu'elles oppriment dont le nazisme fut l'aboutissement le plus achevé.

La défense des droits des Palestiniens ne peut être la seule affaire des Palestiniens recevant la solidarité dite anti-impérialiste qui dénonce et alerte mais est bien impuissante à combattre l'ennemi là où nous le pouvons, ici. Notre propre bourgeoisie est un des facteurs déterminants au sein du camp dit occidental qui a fait d'Israël sa place forte militaire au Moyen Orient.

Le mot d'ordre l'ennemi principal est dans notre pays prend sa pleine dimension internationaliste au sens où la réponse à tous les drames auxquels l'humanité est confrontée passe par la contestation révolutionnaire de la domination capitaliste mondialisée. Pour le bien être, la paix, la démocratie, les droits de peuples, les prolétaires du monde entier n'ont pas d'autre choix que de mener en toute lucidité leur propre combat pour le socialisme.

Yvan Lemaitre